

La responsabilité d'entreprise dans une société polarisée

*Khalil Gebara**

Les gouvernements remplissent des fonctions précises : ils sont censés garantir le respect des lois et le maintien de l'ordre, bien représenter les intérêts du pays – tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale – et, par-dessus tout, offrir des biens et services publics aux citoyens. Une des conséquences des différentes vagues de mondialisation ayant déferlé au cours des dernières décennies est la sous-traitance des fonctions gouvernementales à différentes entités nationales, régionales et internationales. De nos jours, des soldats de la paix internationaux interviennent lorsque des gouvernements ne réussissent pas à exercer leur monopole sur l'usage de la force. Des juges internationaux peuvent également poursuivre en justice des politiciens nationaux ayant commis des abus de pouvoir. Après avoir élargi leurs secteurs publics et avoir été les principaux agents économiques pendant des décennies, les gouvernements transfèrent maintenant la responsabilité des biens publics au secteur privé et jouent un rôle de réglementation ou un rôle administratif plus indirect.

Pendant les élections, les citoyens obligent les politiciens à rendre des comptes sur la qualité des services offerts dans des secteurs comme l'éducation, la santé, les infrastructures publiques, et même la création d'emplois et la performance économique : voilà en quoi consiste la responsabilité à l'égard du public. Dans de nombreux pays, la privatisation de la prestation des biens publics a eu pour effet de déléguer au secteur privé la responsabilité de garantir la qualité des services offerts et a restreint le rôle des gouvernements, qui ne jouent plus qu'un rôle de surveillance ou de réglementation. Ce transfert de responsabilité des gouvernements aux entreprises a obligé ces dernières à respecter un certain comportement éthique. Conscientes d'être devenues des partenaires de développement, elles ont également dû conjuguer objectifs commerciaux et dilemmes de développement social.

La responsabilité sociale d'entreprise (RSE) résulte donc de l'évolution du profil et des responsabilités des entreprises, particulièrement les entreprises multinationales, qui tentent de démontrer que le bon capitalisme existe bel et bien et qu'il est possible de concilier affaires et développement durable.

Comme le mouvement de la responsabilité d'entreprise se veut une tentative pour lier intrinsèquement les entreprises à la communauté et bâtir des relations commerciales communautaires positives, ce mouvement devra surmonter d'énormes obstacles structurels au Liban. Ce pays confessionnel renferme en effet une société extrêmement divisée. La nature confessionnelle de l'État libanais a altéré la forme des associations nationales et a empêché la création d'une identité nationale unifiée, qui du coup passe après les intérêts sectaires et familiaux. Cependant, toute identité, qu'elle repose sur des facteurs socioéconomiques ou sur une idéologie, peut facilement être supplantée par des identités primordiales. Autrement dit, il existe au Liban de nombreuses communautés, et la plupart d'entre elles ne représentent pas des

* Khalil Gebara est directeur de la Section du monde arabe de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (ARPAC). Les opinions exprimées dans l'article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ARPAC.

intérêts socioéconomiques, mais bien des intérêts sectaires. Ainsi, comme la responsabilité d'entreprise vise à renforcer les relations communautaires d'affaires, au Liban, le défi consiste à déterminer quelle communauté, ou ensemble de communautés, il y aurait lieu de cibler.

La structure du secteur privé libanais, dominé par de petites et moyennes entreprises (PME), principalement familiales, est un autre obstacle au progrès de la responsabilité d'entreprise. En raison de leur taille et de leurs sphères d'influence, les PME disposent de moyens très limités d'investir dans la responsabilité sociale d'entreprise et d'adopter des principes modernes de gouvernance d'entreprise. Les PME fonctionnent à l'échelle locale et même si elles connaissent mieux le contexte culturel local, elles risquent de s'embourber dans les divisions communautaires et de se heurter à la concurrence entre les différentes communautés. La structure complexe de la société libanaise annule donc tous les avantages de la RSE.

Au Liban, l'impossibilité de dissocier les sphères publique et privée nuit au renforcement de la responsabilité d'entreprise. Il arrive souvent que les politiciens libanais soient aussi des hommes d'affaires. Autrefois, l'élite politique libanaise était composée de propriétaires, de banquiers, de marchands, de représentants des familles traditionnelles et de professionnels (principalement des avocats). Cette classe a profité des ressources de l'État, ainsi que du financement privé et commercial, et a occupé des sièges aux institutions législative, exécutive et judiciaire. Le meilleur exemple pour illustrer cette situation est peut-être la contribution du secteur privé à la reconstruction des ponts et des infrastructures qui ont été détruits pendant la guerre de juillet-août 2006 entre Israël et le Liban. Plusieurs hommes d'affaires se sont engagés à reconstruire les ponts. Il est toutefois important de souligner que la plupart de ces projets se situaient dans des régions où ces hommes d'affaires exerçaient une certaine influence, ou du moins avaient des intérêts.

Toute discussion sur l'importance de renforcer le mouvement de la responsabilité sociale d'entreprise se doit d'être synchronisée avec les autres campagnes prônant la responsabilité, la transparence et la bonne gouvernance au Liban. La responsabilité d'entreprise fonctionne effectivement mieux dans un environnement doté d'un système judiciaire solide et d'institutions de surveillance pleinement développées, à condition qu'elles soient protégées par une loi électorale démocratique qui balise clairement les dépenses permises dans les campagnes électorales. Au Liban, les partisans de la RSE devraient aussi exercer des pressions pour rendre l'économie libanaise plus concurrentielle en adoptant une loi antitrust, en garantissant la protection des consommateurs, en modernisant le système fiscal et en appliquant un règlement sur les conflits d'intérêts. Finalement, et c'est probablement là le plus important, la campagne de promotion de la RSE ne devrait pas faire fi des initiatives lancées par les organisations de la société civile libanaise en faveur de la citoyenneté et de la cohésion sociale.